

Programme  
**RésiSTerre (Résilience, Société & Territoires)**  
Burkina Faso, Sénégal, Tchad

*Avec le soutien financier de l'Agence Française de Développement*



TERMES DE REFERENCE PRESTATION

Aout 2022

Réaliser un diagnostic des vulnérabilités climatiques et des facteurs de résilience à l'échelle communautaires de territoires ruraux sahéliers.

## Sommaire

|   |    |
|---|----|
| <b>1. Contexte et Justification</b> .....   | 3  |
| <b>2. Objet de la prestation et champ d'étude</b> .....                               | 5  |
| <b>Objet thématique :</b> .....   | 5  |
| <b>Périmètre géographique :</b> .....   | 6  |
| <b>Groupes cibles</b> .....   | 7  |
| <b>Implication des partenaires dans le processus de recherche participative</b> ..... | 8  |
| <b>3. Méthodologie</b> .....  | 8  |
| <b>Cadre conceptuel de référence retenu par ID</b> .....                              | 8  |
| <b>Démarche méthodologique globale</b> .....  | 10 |
| <b>Questions d'analyse</b> .....  | 12 |
| <b>4. Rôles et responsabilités des acteur.ice.s dans le processus</b> .....           | 13 |
| <b>5. Budget, &amp; calendrier de mise en œuvre</b> .....                             | 14 |
| <b>7. Processus de soumission des offres</b> .....                                    | 15 |

## 1. Contexte et Justification

---

Le Burkina Faso, le Sénégal et le Tchad sont confrontés à des vulnérabilités environnementales et socio-économiques multiformes tels que le **dérèglement climatique**, la **perte accélérée de biodiversité**, la **raréfaction des ressources et la multiplication des risques sanitaires environnementaux** ainsi qu'à la **fragilité de leurs économies reposant encore essentiellement sur l'agriculture qui est directement impactée par les variabilités climatiques**. Dans ce contexte, les inégalités de genre s'accroissent et les horizons s'obscurcissent entraînant le désœuvrement ou l'exode des jeunes vers des ailleurs incertains. Face à ce constat, ID a démarré le programme RésiSTerre en novembre 2021 dans le but de contribuer à la résilience économique et climatique des territoires ruraux en renforçant et s'appuyant sur ses partenaires, avec qui ID travaille depuis maintenant plusieurs années.

**Un territoire résilient** est entendu comme un territoire en mouvement, capable d'anticiper des perturbations, d'en minimiser les effets, de se relever et de rebondir tout en évoluant vers un nouvel état en équilibre dynamique. Un territoire en capacité simultanément de faire face aux impacts du dérèglement climatique tout en évoluant vers une économie de transition bas-carbone pour préserver l'avenir des populations et des écosystèmes.

Cette convention programme est pensée comme une succession de trois phases de 3 années. **La première phase de 3 ans** (nov. 2021-oct 2024) financée par l'AFD vise à :

- Renforcer les partenaires de ces territoires dans leur capacité d'action, de connaissance et de mobilisation des populations autour des enjeux de résilience économique et climatique ;
- Renforcer la résilience territoriale et répondre aux besoins des populations grâce à l'accompagnement d'actions ciblant les secteurs stratégiques de l'énergie, de la gestion des ressources naturelles et de l'agriculture, et les populations vulnérables.

Les 4 partenaires d'ID au cœur de ce projet sont les suivants (voir Annexe 1):

- **Au Burkina Faso :**
  - ✓ **L'Association SEEPAT (Sauvons l'Environnement, l'Eau Potable et l'Assainissement pour tous)** intervient sur les secteurs de l'environnement, de l'eau-assainissement, de l'énergie et de l'accompagnement des collectivités territoriales dans la région de Bobo Dioulasso. Pour le programme RésiSTerre, ID s'appuie tout particulièrement sur les acquis du projet *Enerliance*, mis en œuvre par le SEEPAT depuis 2017 et qui vise à développer une offre de produits et services dans le secteur de l'énergie à usage domestique et productif, notamment des cuiseurs économes, des kits solaires et des biocombustibles dans les villages proches de la ville de Bobo Dioulasso.
- **Au Sénégal :**
  - ✓ **L'Agence Régionale de Développement (ARD) de Fatick** est un établissement public local à caractère administrative mis en place en 1998 et qui couvre les 3 départements de l'ancienne région de Fatick (Fatick, Foundiougne, Gossas). Son expertise technique consiste à accompagner les collectivités territoriales dans la réalisation de leurs projets de

développement. Depuis 2016, l'ARD d'Fatick et ID mettent en œuvre en partenariat et dans le cadre d'une coopération décentralisée entre la Région Nouvelle Aquitaine et l'Entente interdépartementale Fatick-Diourbel le Programme de Développement des Energies Renouvelables (PRODER) qui a permis l'accompagnement de 194 acteurs économiques pour le développement des foyers améliorés et le reboisement dans la région.

- ✓ **L'Organisation des Villageois de Ndem (OVN)** a été fondée en 1988 dans le village de Ndem. Devenue ONG en 2006, elle a pour mission d'accompagner les populations locales dans un processus de développement endogène et durable. OVN intervient à la fois sur la satisfaction des besoins de base des populations que sur la création d'activités génératrices de revenus (artisanat, agroécologie, transformation alimentaire) et la préservation de l'environnement et de la biodiversité dans une approche intégrée et holistique du développement rural. Tout particulièrement, OVN est engagée depuis 2014 dans la mise en œuvre d'un projet de démonstration, de formation et de sensibilisation à l'agroécologie à travers la création d'une ferme de formation et d'un jardin « faune et flore ». Depuis 2015, elle travaille également au développement d'une entreprise sociale : Yaakaar Environnement qui produit du biocombustible à base de résidus agricoles (coques d'arachide)

- **Au Tchad :**

- ✓ **L'Union des Femmes pour la Paix (UFEP)**, cellule de Moundou est un réseau d'associations féminines tchadiennes créé en 1997 qui intervient dans le domaine des droits des femmes, de la prévention et gestion des conflits, de l'accès à l'éducation et de la protection de l'environnement. L'UFEP a mis en œuvre en partenariat avec ID un programme d'émergence et de structuration d'une filière de cuiseurs économes entre 2015 et 2021, projet l'ayant conduit à s'intéresser aux enjeux de lutte contre la coupe abusive des bois et des liens entre genre et climat.

Ces 4 partenaires ont pour point commun de mener des activités économiques et environnementales et d'accompagner des acteurs locaux qui contribuent à la résilience de leur territoire. Ils ont pour point fort leur capacité à initier des dynamiques de changement et à mobiliser les populations sur des territoires particulièrement exposés au dérèglement climatique. En revanche, ils manquent souvent (à des degrés différents) de compétences, d'informations et d'opportunités pour capitaliser sur ce qui fonctionne ou non, systématiser certaines de leur approche et les évaluer au regard des enjeux de résilience. Il s'agit là d'une limite pour se pérenniser, essaimer ou diffuser ses approches.

A travers une composante transverse, le programme RésiSTerre propose aux 4 partenaires de se réunir pour co-construire un cadre commun d'analyse, de suivi et de partage sur la résilience climatique. Ce cadre est pensé comme une opportunité donnée aux partenaires d'approfondir leur propre vision d'un territoire résilient face aux aléas climatiques, de définir les facteurs de résilience sur lesquels ils pourraient agir à leur échelle et de se projeter vers de nouvelles activités ou stratégies pour renforcer ces facteurs et accroître les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation de leur territoire.

Il est prévu qu'au terme de la 1<sup>e</sup> phase de 3 ans, **les partenaires du programme se soient donnés un objectif de progression sur au moins 2 facteurs de résilience.**

Ce cadre a donc pour objectif de :

- Nourrir les stratégies des organisations ;
- Alimenter le système de suivi-évaluation de la CP RST sur les 9 années autour de la mesure d'impact et de suivi des changements quant aux facteurs de résilience identifiés ;
- Créer davantage de cohésion et de synergies entre les partenaires avec la mise en commun des expériences et le croisement des expertises.

Le diagnostic des vulnérabilités et des facteurs de résilience est donc la 1<sup>ère</sup> étape d'un processus qui vise **la mise en mouvement progressive des partenaires tout au long de la convention programme RésiSTerre**. Il leur permettra de renforcer la connaissance des impacts et vulnérabilités liés au changement climatique sur leur territoire, des stratégies de résilience déjà initiées à l'échelle locale et jugées pertinentes par les communautés et de définir des options d'augmentation de la résilience. Cette analyse servira de 1<sup>er</sup> jalon à la co-construction du cadre d'analyse et de partage autour de la résilience. En ce sens, le diagnostic est donc un outil de renforcement des connaissances qui permettra d'alimenter la réflexion sur les facteurs de résilience sur lesquels les partenaires envisagent de progresser, les étapes et actions à entreprendre pour y parvenir et les moyens de suivre et mesurer les évolutions/changements.

Il sera également source d'apprentissage :

- Pour ID- structure, dans sa réflexion globale autour de sa position d'accompagnement aux dynamiques de résilience territoriale
- Pour les territoires d'intervention qui pourraient s'en saisir comme d'un outil d'aide à la connaissance et à la prise de décisions (tout particulièrement le Sénégal), afin de favoriser l'élaboration d'initiatives structurantes, pertinentes et efficaces.

Dans le contexte spécifique du Sénégal et en lien avec les activités prévues dans le cadre du projet, ce diagnostic servira également de base à l'élaboration de stratégies opérationnelles concrètes à destination des collectivités, et notamment les communes identifiées comme les plus vulnérables. Cela pourrait prendre la forme de plans départementaux d'adaptation au changement climatique (schéma directeur ou plan climat territorial intégré par exemple) travaillées à la suite de ce diagnostic (non prévu dans cette prestation).

## 2. **Objet de la prestation et champ d'étude**

---

### **Objet thématique :**

Le diagnostic des vulnérabilités et des facteurs de résilience vise à déterminer :

- Les **principaux impacts et risques climatiques** qui affectent les territoires et groupes et leurs évolutions probables (vision prospective du territoire en 2030 et 2050). Les chaînes d'impacts devront être développées en identifiant les risques prioritaires et les caractéristiques économiques et sociales des populations qui composent le territoire (moyens de subsistance, genre, pauvreté, etc.) ;

- **Les caractéristiques** qui rendent le territoire **vulnérable** aux impacts climatiques ;
- **Les capacités et facteurs de résilience existants ou manquants** sur le territoire ;
- **Les mesures qui pourraient contribuer à réduire la vulnérabilité** au sein du territoire et accroître la résilience.

La recherche participative devra être au cœur du diagnostic afin de rendre compte des perceptions des communautés de leurs propres vulnérabilités et facteurs de résilience, tout en croisant des données scientifiques dans le but d’objectiver les données plus subjectives.

En optant pour une approche participative, l’objectif est également de mobiliser les partenaires et de s’appuyer sur leur propre connaissance et perception de leur territoire. Ce diagnostic étant la première étape de la mise en mouvement progressive des partenaires tout au long de la convention programme RésiSTerre.

La section « cadre méthodologique » ci-dessous donne davantage de détails et questions d’analyse à inclure dans le diagnostic. Si la méthodologie doit rester commune, il est attendu du /des prestataires une approche différenciée en phase opérationnelle au Sénégal et au Tchad, compte-tenu des compétences des partenaires et des spécificités de contexte :

- Le.s prestataire.s seront en charge de la mise en œuvre diagnostic au Tchad, avec l’appui du partenaire UFEP et des équipes ID sur place ;
- Le.s prestataire.s délègueront la phase de collecte des données participative à l’ARD de Fatick au Sénégal. Une mission formative auprès de l’ARD est donc à envisager par le.s prestataire.s afin de transmettre la méthodologie et les outils de collecte.

### Périmètre géographique :

Le programme RésiSTerre est mis en œuvre dans 3 pays et 5 régions.

**Au Burkina Faso**, le projet est localisé dans la région des Hauts Bassins, province du Houet, dans les communes de Toussiana, Bama, Koundougou et 36 villages rattachés à Bobo-Dioulasso.

**Au Sénégal**, dans 3 régions différentes (3 départements) :

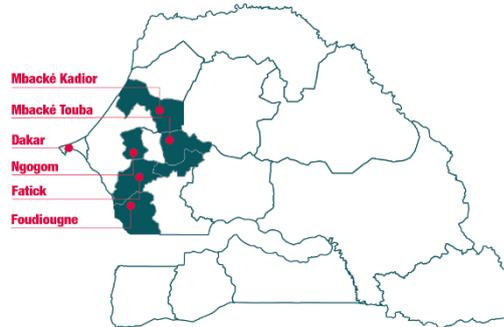
- Dans la région de Diourbel, département de Mbacké, commune de Mbacké Touba et dans le département de Bambey, commune de Ngogom, dans le village de Ndem Meïssa et environ 20 villages environnants
- Dans la région de Louga, département de Kébémér, Arrondissement de Darou Mousty, commune de Mbacké Kadior ;
- Dans la région de Fatick, départements de Gossas, Fatick et Foundiougne.

**Au Tchad**, dans la région du Logone Occidental, département du Lac Wey, ville de Moundou et 5 communes rurales alentours.

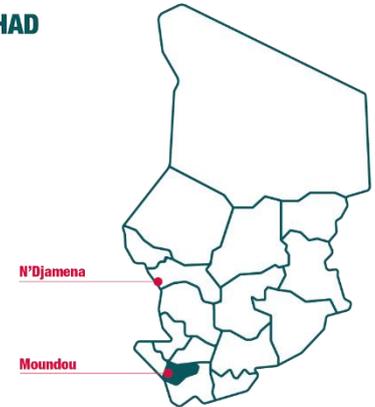
## BURKINA FASO



## SENEGAL



## TCHAD



Ces 5 régions ont des points communs. Le réchauffement climatique, et les irrégularités au sein des saisons du calendrier agricole ainsi que le manque d'eau qu'il entraîne ont des conséquences sur la désertification et la baisse de productivités des zones agro écologiques. Les territoires d'intervention ont également leurs spécificités, en fonction du milieu (zone urbaine, périurbaine ou rurale), de leurs caractéristiques géographiques, des éventuelles disparités en lien avec les moyens d'existence et l'accès aux ressources, etc.

Compte-tenu des enjeux opérationnels, sécuritaires et financiers et des similitudes de certains contextes, l'ensemble des zones d'intervention ne saurait faire l'objet d'un diagnostic approfondi.

- L'analyse (collecte des données) portera essentiellement **sur le Sénégal** (zones de Fatick, Diourbel et Ndem) **et le Tchad** (Moundou, chef-lieu de la région du Logone Occidental) et son périmètre alentour (30km nord/sud/est/ouest autour du périmètre urbain). Le partenaire d'ID au Burkina Faso sera associé aux restitutions et intégré par la suite au sein du cadre de réflexion et d'analyse sur les facteurs de résilience. Il est néanmoins attendu du/de la consultant.e ou de l'équipe de consultant.e.s de collecter les données scientifiques disponibles sur le Burkina Faso.
- Le diagnostic participatif se déclinera à **l'échelon communautaire/local** (villes/villages ciblé.e.s) Lors de la phase de cadrage méthodologique, une évaluation « rapide » (voir méthodologie ci-après) permettra de dimensionner le diagnostic et les zones les plus représentatives à cibler.

## Groupes cibles

La recherche participative souhaitée nécessite de constituer un échantillon représentatif de la diversité des acteurs locaux vivant sur les territoires (diversité d'âge, de sexe, d'origine, de catégories socio-économiques). L'échantillonnage sera affiné en phase de cadrage, en lien avec les équipes ID et les partenaires sur les différents territoires d'intervention (points focaux). Une attention particulière sera donnée aux groupes sociaux les plus vulnérables : femmes, enfants, groupes marginalisés. En phase de cadrage, une réflexion sur les caractéristiques économiques et sociales des communautés (notamment les moyens d'existence) devra être menée afin d'affiner les questions d'analyse et de prioriser les champs d'analyse.

## Implication des partenaires dans le processus de recherche participative

Compte-tenu de l'hétérogénéité des partenaires liés par la Convention programme RésiSTerre et de leur mandat, les modalités d'implication seront différentes :

- **L'Agence Régionale de Développement de Fatick au Sénégal** a pour fonction d'accompagner les communes et communautés rurales dans leurs missions de développement et maîtrise la conduite d'études /de diagnostics à l'échelle territoriale. Elle sera fortement impliquée dans la conduite et la mise en œuvre de la phase de recherche participative au Sénégal, en relai du consultant.e.s. L'ARD de Fatick appuiera l'ARD de Diourbel dans la phase de collecte.
- **L'Organisation des Villageois de Ndem au Sénégal et l'Union des femmes pour la Paix au Tchad** sont des organisations compétentes dans la mobilisation communautaire. Elles seront mobilisées dans l'organisation de la recherche participative et l'animation des ateliers selon la méthodologie prévue par le consultant.e.s.

### 3. Méthodologie

---

#### Cadre conceptuel de référence retenu par ID

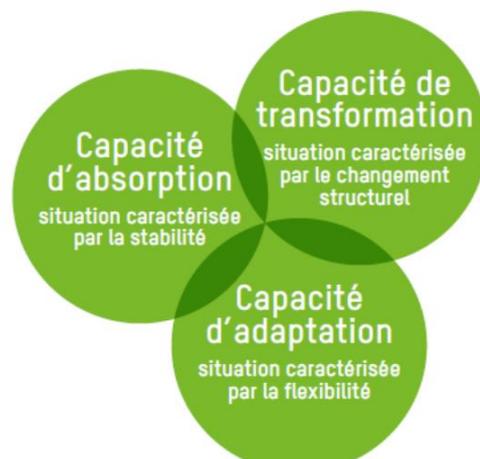
La méthodologie sera élaborée en détail par l'équipe de consultant.e.s. Les critères retenus pour ce diagnostic devront être en adéquation avec le cadre conceptuel retenu par ID et précisé ci-après.

*Définition de la résilience :*

Selon le GIEC, **la résilience** est la « *capacité des systèmes sociaux, économiques et environnementaux à faire face à un événement, une tendance ou une perturbation dangereuse, en répondant ou en se réorganisant de manière à maintenir la capacité d'adaptation, d'apprentissage, et de transformation* ».

Le cadre de référence proposé par ID et ses partenaires au stade de la formulation du projet est celui d'OXFAM.

**Le Cadre d'Oxfam pour un Développement Résilient, décrit trois sortes de capacités de résilience** : les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation. La résilience climatique est structurée selon une combinaison de ces trois capacités, qui peuvent être délimitées en fonction des réponses aux chocs climatiques et aux stress dont elles relèvent (Béné et al., 2012). Ainsi, elles doivent être renforcées pour obtenir des résultats de développement résilient, c'est-à-dire l'exercice des droits et le bien-être en dépit des chocs, des stress et de l'incertitude. Les capacités sont interconnectées et existent à de multiples niveaux, par exemple : au niveau individuel, du ménage, communautaire, du district, national, et au sein des systèmes socio-écologiques. Comme les capacités se chevauchent, il est très peu probable qu'un programme de développement n'améliore qu'une seule capacité, isolément des autres.



source : [cadre et directives d'Oxfam pour le développement résilient](#)

- **La capacité d'absorption** est la capacité de prendre intentionnellement des mesures protectrices pour faire face aux chocs et aux stress connus. Elle est nécessaire parce que les chocs et les stress vont continuer à se produire, dus par exemple aux phénomènes météorologiques extrêmes résultant du changement climatique, à des conflits prolongés et à des catastrophes naturelles.
- **La capacité de transformation** est la capacité d'un système à atteindre un nouvel état grâce à une combinaison d'innovations technologiques, de réformes institutionnelles, de changements de comportement et de changements culturels, entre autres. Il s'agit donc de la capacité à changer fondamentalement ses caractéristiques et ses actions lorsque les conditions existantes deviennent intenable face aux chocs et aux contraintes liées au climat (Béné et al., 2012). Il s'agit également de tirer les enseignements et procéder à des ajustements après une catastrophe, un choc ou un aléa.
- **La capacité d'adaptation** est définie comme la faculté d'ajustement des systèmes, des institutions, des êtres humains et d'autres organismes, leur permettant de se prémunir contre d'éventuels dommages, de tirer parti des opportunités ou de réagir aux conséquences (Béné et al., 2012).

### *Les facteurs de résilience*

Les facteurs de résilience sont complémentaires à celles des capacités. « Il s'agit de plusieurs attributs [...] qui renforcent la capacité d'un système comme une société à se remettre des perturbations et à faire face aux menaces globales. Ces facteurs de résilience constituent des leviers permettant aux sociétés d'emprunter des voies possibles vers un modèle flexible, capable de réajuster constamment ses paramètres pour répondre aux changements de l'environnement, notamment en cultivant des valeurs communes, auxquelles les communautés ont recours lors des crises »<sup>1</sup>

Les facteurs retenus pour le cadre d'analyse de la CP sont les 6 processus de changement social qui améliorent les capacités de résilience :



Six processus de changement social qui améliorent les capacités de résilience.

Source : [cadre et directives d'Oxfam pour le développement résilient](#)

<sup>1</sup> Etude Coordination Sud « Etude thématique : Agir Efficacement sur l'adaptation et la résilience face aux conséquences des changements climatique » (2020) (pas encore disponible en ligne).

- **Pouvoir de dire et d’agir et Justice de Genre (et intergénérationnelle)<sup>2</sup>** : processus pour promouvoir la justice de genre **comme intergénérationnelle** et accroître la voix citoyenne, l’émancipation et la participation, y compris dans la résolution de conflits
- **Sécurisation et renforcement des moyens d’existence** : processus pour préserver et développer le capital humain, social, naturel, physique et financier et les actifs ménagers, basé sur le cadre des moyens d’existence durables
- **Information** : processus qui développe l’information et les connaissances pour soutenir la prise de décision et l’action
- **Projection flexible avec une vision sur le long terme** : processus qui permet et améliore une prise de décision collective, flexible, tournée vers le futur
- **Gouvernance responsable et redevable** : processus qui garantissent des États et institutions redevables et habilités à agir
- **Apprentissage** : processus qui permet aux personnes d’apprendre ensemble, qui soutient l’expérimentation et accroît le potentiel pour l’innovation (sociale et technologique).

### Démarche méthodologique globale

Un certain nombre de méthodologies de mise en œuvre d’un diagnostic des vulnérabilités existent dans la littérature. Il revient à la/au.x consultant.es de proposer la méthodologie la plus pertinente et adaptée aux enjeux détaillés ci-dessus (voir 2. *Objet de la prestation et champ d’étude*) et à l’atteinte des résultats attendus. Le.s consultant.e.s retenu.e.s travailleront en collaboration étroite avec l’équipe d’ID pour peaufiner les outils, les méthodes de collectes ainsi que le calendrier de mise en œuvre. La réalisation effective du diagnostic ne débutera qu’une fois l’ensemble des éléments de méthodologie validés par ID.

La méthodologie proposée devra inclure et détailler les étapes suivantes :

| Etapes clés  | Axes prioritaires  | Sources d’information  | Livrables attendus   |
|--|--|--|--|
| <b>Cadrage du diagnostic</b>   | Affiner la méthode d’échantillonnage des zones d’intervention et parties prenantes intégrées au diagnostic   | Evaluation rapide (entretiens avec acteurs clefs et brève revue bibliographique des zones d’intervention du programme)                             | Note méthodologique présentant en détail le protocole de recherche, la justification des choix méthodologiques, les outils de collecte des données, l’échantillonnage. |
|  | Détailler les techniques et outils utilisés pour collecter la donnée   | Réunion de cadrage (consultant.es, équipes ID, partenaires)  |  |
| <b>Rôles et responsabilités spécifiques ARD de Fatick :</b>  |  |  |  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Participation à la réunion de cadrage et appui/relai du. Des prestataire.s sur l’échantillonnage territorial</li> <li>○ Appropriation des outils de collecte des données</li> </ul> |  |  |  |
| <b>Collecte des données</b>  | <b>Recueillir les données secondaires /revue littéraire :</b><br>Information climatique disponible sur les zones ciblées, données socio-économiques sur les contextes locaux | Données climatiques (lorsque disponible selon les territoires d’intervention), contributions déterminées au niveau national (CDN), plans nationaux | Outils de collecte des données pour recherche participative  |

<sup>2</sup> Rajouté par ID

|   |  |  |  |
|---|--|--|--|
|   | <p><b>Recherche participative :</b><br/>Former les parties prenantes impliquées dans la recherche participative (équipes ID et partenaires selon les contextes)</p> <p>Collecter la donnée sur les terrains : voir questions d'analyse ci-après</p>  | <p>d'adaptation, données démographiques, socio-économiques, rapports d'enquêtes, de diagnostics, d'évaluation des institutions, de travaux de recherche disponibles, etc.</p> <p><b>Organisation d'ateliers participatifs et entretiens avec les communautés ciblées</b></p> |  |
| <p><b>Rôles et responsabilités spécifiques ARD de Fatick :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Recueil des données « scientifiques » : Consolidation et mise à disposition des données disponibles au niveau de l'ARD (Plan climat territorial intégré, etc.)</li> <li>○ Recueil des données participatives : participation active aux ateliers de formation sur la méthodologie et les outils proposé par le.s prestataire.s. Mise en œuvre d'1 premier atelier en présence de.s prestataire.s puis mise en œuvre du plan de collecte.</li> <li>○ Suivi et rapportage des données auprès du.des prestataire.s.</li> </ul> |  |  |  |
| <b>Analyse des données</b>  | Consolider les données scientifiques et issues de la recherche participative sur les impacts et vulnérabilités, les facteurs et freins à la résilience   | Données issues des phases de collecte préalables   | Rapport provisoire de l'analyse présentant les constats préliminaires et les résultats qui seront présentés en phase de restitution. |
| <b>Restitution</b>  | <p>Présenter aux parties prenantes (ID et partenaires)* les principales conclusions du diagnostic. Utiliser des outils pédagogiques.</p> <p>S'assurer de la cohérence des conclusions proposées (les observations des parties prenantes viendront consolider l'analyse).</p> <p><i>* En phase de cadrage du diagnostic, il conviendra également de préciser avec le.s prestataire.s les modalités de restitution aux collectivités, services déconcentrés de l'Etat, populations impliquées en phase de recherche participative.</i></p> |  | 1 support de présentation pour la restitution finale.  |

|                                |  |  |                 |
|--------------------------------|--|--|-----------------|
| <b>Rendu du livrable final</b> | Rédiger le rapport final qui présentera l'analyse complète et les principales recommandations travaillées avec les parties prenantes sur les options d'accroissement de la résilience. |  | 1 Rapport final |
|--------------------------------|--|--|-----------------|

## Questions d'analyse

Le diagnostic devra impérativement prendre en compte les aspects suivants :

- ✓ **L'analyse du contexte climatique** : *principaux phénomènes climatiques qui affectent les communautés sur les zones ciblées, les changements observés des conditions climatiques et saisonnières, les prévisions climatiques & météorologiques (changement attendu des températures, pluviométries, phénomènes extrêmes, etc.)*

Les données issues de la recherche participative (perception des communautés) seront à confronter aux informations climatiques (lorsque disponibles) sur les zones ciblées. Il s'agit à la fois d'objectiver les perceptions et, pour les partenaires d'obtenir une vision prospective de leur territoire face au dérèglement climatique (comment évoluera leur territoire compte-tenu des risques climatiques dans les prochaines décennies).

- ✓ **Les conséquences des risques climatiques sur les moyens de subsistance des communautés et les ressources naturelles**

Il s'agira de développer les différents scénarii possibles en fonction des risques climatiques prioritaires, en tenant compte des stratégies de subsistance principales des communautés et des ressources indispensables à la mise en œuvre de ces stratégies et menacées de raréfaction du fait du dérèglement climatique.

- ✓ **Les stratégies existantes ou manquantes face aux risques climatiques** : *en lien avec l'approche retenue par ID –voir section définition) : notamment pouvoir de dire et d'agir et justice de genre/ Sécurisation des moyens d'existence, information, projection flexible avec une vision sur le long-terme, gouvernance responsable et redevable, apprentissage. Il s'agira également de tenir compte des stratégies actuellement déployées en la matière, par les partenaires d'ID comme d'autres acteurs locaux dynamiques sur le territoire.*

- ✓ **Les options pour accroître la résilience** : *en fonction des stratégies existantes ou manquantes et des approches actuelles de nos partenaires, identifier les opportunités que ces partenaires pourraient saisir, et, en fonction, proposer des recommandations pour mieux intégrer les vulnérabilités et la résilience aux activités développées par les partenaires sur leurs territoires. Les recommandations serviront de base à la construction du cadre d'analyse et de partage sur*

*la résilience. Il est également attendu une proposition de dispositif de suivi-évaluation permettant de mesurer les changements au fil du projet.*

Les questions d'analyse devront tenir compte, en transversal :

- Du contexte en matière de **gouvernance** : accès des populations aux services garantissant un environnement favorable ou défavorable à la résilience, existence de politiques locales adéquates ou inadéquates, etc.
- Des **enjeux de genre et des jeunesses** afin d'explicitier notamment en quoi les risques climatiques impactent différemment les femmes et les hommes, en quoi les stratégies tiennent compte de l'équité de genre et intergénérationnelle et/ou quels leviers existent pour une meilleure prise en compte de ces deux enjeux.

#### **4. Rôles et responsabilités des acteur.ice.s dans le processus**

---

**Coordination globale de la réalisation de la prestation, de la révision et la validation de livrables :**

**Le COPIL**, composé de la responsable thématique CEF, des responsables programme et Direction Pays ID (Tchad & Burkina Faso/Sénégal) formeront le comité de pilotage de l'étude, pour assurer la cohérence globale.

Les responsables de programmes seront les points focaux auprès de la /des prestataires. Ils faciliteront les rencontres et visites de terrain du/des prestataires et mettront à disposition les informations nécessaires pour que le travail puisse être réalisé dans les meilleures conditions.

**Les équipes ID**, sous la responsabilité des responsables de programme et **les points focaux au sein des structures partenaires** (en lien avec les équipes ID) appuieront le.s prestataire.s dans la phase de recherche participative : ils faciliteront l'organisation des focus groups et/ou entretiens à prévoir et pourront appuyer l'animation des ateliers selon la méthodologie prévue par le.s consultant.e.s. Leur mobilisation fera l'objet d'une réunion de cadrage avec les responsables de programme concernés. A noter que l'ARD de Fatick sera davantage impliquée dans la conduite du dispositif que les autres partenaires.

**Le.s prestataire.s** a/ont pour mission principale de mettre en œuvre le processus, de la préparation de la méthodologie jusqu'à la production des rapports finaux. Pendant la tenue du contrat, le Prestataire devra informer le comité de pilotage de l'étude de toute difficulté rencontrée et des retards dans le respect du calendrier convenu afin de trouver ensemble des solutions. Toute contrainte susceptible d'influer sur la bonne marche de l'étude doit être annoncée immédiatement au consortium.

Il est prévu que le.s consultant.e.s se déplacent sur les zones ciblées par le diagnostic (Tchad et Sénégal). L'organisation des missions se fera en lien avec le comité de pilotage et dans le respect des règles sécuritaires en vigueur.

## 5. Budget, & calendrier de mise en œuvre

### Budget

Le budget disponible pour cette étude est de 25 000 € TTC. Ce budget inclut les honoraires du. des consultantes, les déplacements et frais de vie des consultant.es lors des missions sur le terrain.

Les frais liés à l'organisation d'ateliers participatifs en phase de collecte des données (dont logistique) seront pris en charge par ID.

### Calendrier de mise en œuvre

La durée de la prestation ne peut pas excéder cinq mois. Ce calendrier inclut les temps de mission sur les zones ciblées, les activités de préparation de l'analyse, de revue bibliographique ainsi que les ateliers de restitution.

| Etapes/Livrables   | Novembre 2022 | Décembre 2022 | Janvier 2023 | Février 2023 | Mars 2023 | % de facturation |
|--|---------------|---------------|--------------|--------------|-----------|------------------|
| Signature du contrat   |               |               |              |              |           | 20%              |
| Réunion de cadrage (échanges sur les attentes, les outils, le calendrier...) |               |               |              |              |           |                  |
| <u>Collecte des données (dont missions terrain)</u>                          |               |               |              |              |           |                  |
| <u>COFIL intermédiaire / fin de collecte des données</u>                     |               |               |              |              |           | 30%              |
| Analyse des données  |               |               |              |              |           |                  |
| Restitution au COFIL   |               |               |              |              |           | 25%              |
| <u>Remise du Rapport final</u>   |               |               |              |              |           | 25%              |

## 6. Profil recherché

Le.la consultant.e pourra postuler seul.e ou en binôme, selon la méthodologie proposée. Les qualifications et expériences suivantes sont demandées :

- Diplôme d'études supérieures en sciences sociales ou tout autre domaine pertinent pour l'étude ;
- Expérience professionnelle avérée dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques
- Expérience avérée dans la mise en œuvre de diagnostics de vulnérabilités et dans la recherche participative (capacités à mobiliser les outils les plus pertinents, compétences d'animation et de formation d'une équipe d'animateur.ice.s)
- Bonnes connaissances du suivi-évaluation des projets d'adaptation au changement climatique et maîtrise des concepts (composantes de l'adaptation)
- Excellentes compétences d'analyse et de recherche
- Des compétences en cartographie seront un plus

## 7. Processus de soumission des offres

---

L'offre du prestataire doit contenir (i) un chapitre technique (10 pages maximum) et (ii) la proposition financière détaillée.

L'offre technique devra présenter de manière concise la compréhension par le prestataire du mandat et des attentes du commanditaire (sans paraphraser les TdR), la méthodologie proposée décrivant rigoureusement le contenu, la démarche, les outils...etc de toutes les étapes avant, pendant et après l'étude, les outils et méthodes de collecte, traitement et analyse des données, un chronogramme de mise en œuvre, les CV de l'équipe en faisant clairement ressortir les expériences dans des prestations similaires. L'offre financière proposée par le prestataire devra prendre en compte toutes les dépenses afférentes à la réalisation de la prestation en précisant les coûts honoraires H/J, les coûts (logistiques, frais de déplacement, per diems, organisation de réunions hormis les coûts de la réunion du CoPil...) selon les activités et la durée du mandat.

### **Rappel:**

Les propositions seront évaluées selon la pondération suivante :

- Compréhension de la prestation et Méthodologie proposée : 45%
- CV et expériences (dont bonnes connaissances des enjeux liés au Climat) : 35%
- Prix 20%

Le critère d'attribution sera le meilleur rapport entre la qualité et le prix. Seuls les candidats dont la note globale sera supérieure à 70/100 sont présélectionnés et ceux dont la note sera la plus élevée seront éventuellement contactés pour un échange complémentaire, si nécessaire.

L'offre sera envoyée au plus tard **le 30 septembre 2022** à minuit par courrier électronique à l'adresse suivante : [c.tignon@id-ong.org](mailto:c.tignon@id-ong.org) avec intitulé « offre diagnostic vulnérabilités RésiSTerre ».

### Document de référence pour cette étude (transmis sur demande) :

- Convention Programme RésiSTerre
- Fiche partenaires